



Saint-Oyens, le 28 janvier 2025

Objet : Assemblée ordinaire
Date de l'Assemblée : 11.12.2024
Présidence : Ives Crottaz

A) Ouverture de la séance

Le Président **M. Ives Crottaz** ouvre la séance à 19h00, déclare l'assemblée ouverte et remercie chacun de sa présence.

B) Assermentation de nouveaux membres du Conseil général

Aucun nouveau membre n'est assermenté.

C) Appel nominal

21 membres sont présents, 11 membres sont excusés, 2 membres sont absents.
Le quorum est atteint, le Conseil général peut siéger.

D) Adoption du procès-verbal de la séance du 2 octobre 2024

Le procès-verbal est adopté à l'unanimité.
Le Président du Conseil général remercie la secrétaire du Conseil général pour la rédaction du procès-verbal.

E) Adoption de l'ordre du jour de la séance du 11 décembre 2024

Le Président du Conseil ajoute à l'ordre du jour la nomination de 5 personnes pour la commission au sujet de la fusion des communes de St-Oyens, Gimel et Saubraz. L'ordre du jour est ensuite accepté à l'unanimité.

1) Préavis 10/12.2024 Budget d'exploitation 2025

Le Président du Conseil général passe la parole à Madame Catherine Lehmann, syndique, pour la présentation des points importants et les explications de ce préavis, adopté par la Municipalité dans sa séance du 28 octobre 2024 pour être soumis à l'approbation du Conseil général. Le préavis a été transmis aux conseillers avant la séance de ce soir, afin qu'ils puissent en prendre connaissance. Il peut également être consulté sur le site Web de la commune www.saint-oyens.ch.

Le Président du Conseil général passe la parole à la Commission de gestion et finances. Monsieur Raphaël Darbellay, vice-président/rapporteur, lit le rapport au sujet du Préavis No 10/12.2024 Budget d'exploitation 2025. Le rapport a été envoyé par e-mail aux conseillers avant la séance de ce soir, afin qu'ils puissent en prendre connaissance. La commission propose au Conseil général d'adopter ce préavis.



Le Président du Conseil ouvre la discussion.

Aucun membre ne prend la parole.

Le Président du Conseil passe le préavis No 10/12.2024 au vote.

Le Conseil Général de Saint-Oyens,

- vu le préavis de la Municipalité N° 10/12.24 relatif au Budget 2025 ;
- entendu le rapport de la Commission gestion/finances ;
- considérant que cet objet a été régulièrement porté à l'ordre du jour.

Décide

1. d'approuver le préavis 10/12.24 – Budget d'exploitation 2025, tel que présenté ;
2. d'accepter le budget communal pour l'exercice 2025 tel que présenté.

Le préavis est accepté par 19 voix et 1 abstention.

2) Préavis 11/12.2024 Règlement relatif à la taxe de séjour et à la taxe sur les résidences secondaires

Le Président du Conseil général passe la parole à Madame Mercedes Puteo, municipale, pour la lecture de l'historique et les explications de ce préavis, adopté par la Municipalité dans sa séance du 28 octobre 2024 pour être soumis à l'approbation du Conseil général. Le préavis a été transmis aux conseillers avant la séance de ce soir, afin qu'ils puissent en prendre connaissance. Il peut également être consulté sur le site Web de la commune www.saint-oyens.ch.

Le Président du Conseil général passe la parole à la Commission ad-hoc. Madame Isabelle Liard, rapporteuse, lit le rapport au sujet du Préavis 11/12.2024 Règlement relatif à la taxe de séjour et à la taxe sur les résidences secondaires. Le rapport a été envoyé par e-mail aux conseillers avant la séance de ce soir, afin qu'ils puissent en prendre connaissance. La commission propose au Conseil général d'adopter ce préavis.

Le Président du Conseil ouvre la discussion.

Aucun membre ne prend la parole.

Le Président du Conseil passe le préavis No 11/12.2024 au vote.

Le Conseil Général de Saint-Oyens,

- vu le préavis municipal N° 11/12.24 concernant Règlement relatif à la taxe de séjour et à la taxe sur les résidences secondaires ;
- entendu le rapport de la commission chargée d'étudier ce projet ;
- considérant que ce projet a été régulièrement porté à l'ordre du jour.

Décide

1. d'adopter le préavis 11/12.24 – Règlement relatif à la taxe de séjour et à la taxe sur les résidences secondaires, tel que présenté ;
2. de donner mission à la Municipalité de mettre en œuvre la délégation à l'ARCAM.

Le préavis est acceptée à l'unanimité.

3) Préavis 12/12.2024 Statuts de l'Association Intercommunale de l'Organisation régionale de la Protection Civile – District de Morges

Le Président du Conseil général passe la parole à Monsieur Dusko Kovacevic, municipal, pour la présentation et l'explication des points essentiels de ce préavis, adopté par la Municipalité dans sa séance du 28 octobre 2024 pour être soumis à l'approbation du Conseil général. Le préavis a été transmis aux conseillers avant la séance de ce soir, afin qu'ils puissent en prendre connaissance. Il peut également être consulté sur le site Web de la commune www.saint-oyens.ch.



Le Président du Conseil général passe la parole à la Commission ad-hoc. Monsieur Thierry Grosjean, rapporteur, lit le rapport au sujet du préavis 12/12.2024 Statuts de l'Association Intercommunale de l'Organisation régionale de la Protection Civile – District de Morges. Le rapport a été envoyé par e-mail aux conseillers avant la séance de ce soir, afin qu'ils puissent en prendre connaissance. La commission recommande au Conseil général d'adopter ce préavis.

Le Président du Conseil ouvre la discussion.

Aucun membre ne prend la parole.

Le Président du Conseil passe le préavis No 12/12.2024 au vote.

Le Conseil Général de Saint-Oyens,

- vu le préavis N° 12/12.24 concernant les statuts de l'Association Intercommunale de l'Organisation régionale de la Protection Civile du District de Morges ;

- entendu le rapport de la commission chargée de l'étude de cet objet ;

- considérant que cet objet a été porté à l'ordre du jour

Décide

- d'accepter les statuts de l'Organisation régionale de la Protection Civile du District de Morges tels que présentés.

Le préavis est accepté à l'unanimité.

4) Préavis 13/12.2024 Plan d'affection communal (PACom), parcelle N° 160 et son règlement

Le Président du Conseil général passe la parole à Madame Catherine Lehmann, syndique, pour la présentation et l'explication des points essentiels de ce préavis, adopté par la Municipalité dans sa séance du 2 décembre 2024 pour être soumis à l'approbation du Conseil général. Le préavis a été transmis aux conseillers avant la séance de ce soir, afin qu'ils puissent en prendre connaissance. Il peut également être consulté sur le site Web de la commune www.saint-oyens.ch.

Le Président du Conseil général passe la parole à la Commission ad-hoc. Monsieur Adrien Pérez, rapporteur, lit le rapport au sujet du préavis 13/12.2024 Plan d'affection communal (PACom), parcelle No 160 et son règlement. Le rapport a été envoyé par e-mail aux conseillers avant la séance de ce soir, afin qu'ils puissent en prendre connaissance. La commission recommande au Conseil général d'adopter ce préavis.

Le Président du Conseil ouvre la discussion.

M. Michel Faillettaz souhaite savoir a) si des contributions financières de la part de la commune seront requises pour le changement en question et b) comment peut-on parler de demi-voitures et si les voitures seront bientôt interdites ?

Réponse de Mme Catherine Lehmann : a) Il n'y aura pas d'engagement financier de la commune pour ce changement d'affectation, car cela est et restera un chemin privé, et b) en parlant de la réduction des places de parc par logement, il s'agit d'un ratio, dans ce cas 1.5 places par 100 m² – donc 2 places pour 150 m² – pour toutes les nouvelles constructions, sans aucun impact sur les résidences existantes. Cette mesure applique la réglementation fédérale, qui répond à la tendance générale de réduire le nombre de véhicules.

M. Loïc Dumont pose la question si toute la parcelle No 160, qui est énorme, sera à bâtir ?

Réponse de Mme Catherine Lehmann : Actuellement, 90 % de la parcelle No 160 est en zone agricole. Elle appartient à un agriculteur de la commune. La DGTL a demandé de reclasser uniquement le chemin d'accès en zone constructible.

Le Président du Conseil passe le préavis No 13/12.2024 au vote.

Le Conseil Général de Saint-Oyens,

- vu le préavis N° 13/12.2024 relatif au Plan d'affection communal et son règlement – Enquête complémentaire N° 2

- entendu le rapport de la commission ad-hoc ;

- considérant que cet objet a été valablement porté à l'ordre du jour



Décide

1. de lever l'opposition formulée a l'encontre du plan d'affectation communal (PACom), soumis a l'enquête publique complémentaire du 2 novembre 2024 au 1^{er} décembre 2024 et d'adopter le projet de réponse aux oppositions figurant dans l'annexe au préavis N° 13/12.24 ;
2. d'adopter la modification du plan d'affectation communal (PACom) et du règlement ;
3. d'autoriser la Municipalité à entreprendre tout ce qui sera nécessaire pour mener ce projet à terme et à plaider si nécessaire devant toutes instances saisies.

Le préavis est accepté par 17 voix, 1 voix contraire et 2 abstentions.

F) Élection d'un-e délégué-e AIER suppléant-e

À la suite du départ de M. Louis Duruz de la commune, un-e délégué-e AIER suppléant-e doit être nommé-e. Madame Céline Crottaz se propose et est élue à l'unanimité.

Le Président du Conseil passe la parole à Mme Catherine Lehmann, syndique, pour expliquer l'avancement du projet de fusion des communes de St-Oyens, Gimel et Saubraz.

Elle informe l'assemblée que les 5 groupes de travail ont terminé leurs rapports et que ceux-ci feront l'objet d'une discussion en COPIL en janvier à Gimel, avant d'être présentés lors d'une séance publique relative au projet de fusion le 26.02.2025 à St-Oyens. Le 19.06.2025 aura lieu une séance extraordinaire du Conseil général, dédiée exclusivement à la convention de fusion, qui est un document juridique accompagné d'un préavis. Les Conseils généraux des 3 communes voteront en même temps à 20h00 sur cette convention. Dans le cas où les 3 Conseils sont favorables au projet, une votation populaire aura lieu le 28.09.2025. En cas d'acceptation par la population, la fusion entrera en vigueur le 01.01.2027. Par conséquent, une commission ad-hoc doit être nommée pour analyser les rapports des 5 groupes de travail. Les personnes suivantes se proposent et constituent désormais cette commission : Adrien Pérez, Michel Faillettaz, Raphaël Darbellay, Cédric Grosjean, Théo Crescini. Le Président du Conseil remercie les 5 personnes de s'être proposées.

G) Réponse de la Municipalité suite à la motion déposée par Mme Sylviane Levrat lors de la séance du Conseil général du 25 juin 2024

Le Président du Conseil passe la parole à Monsieur Dusko Kovacevic, municipal, pour lire la réponse, jointe au présent procès-verbal sous forme d'annexe.

Mme Martine Richard pose la question s'il n'est pas possible d'aider dans des cas isolés, par exemple une fois par an, les personnes qui en ont besoin exceptionnellement.

Réponse de M. Dusko Kovacevic : En effet, nous pouvons nous arranger pour les objets lourds, si nécessaire, et nous l'avons déjà fait. Toutefois, il s'agit aussi de préserver notre employé communal. La solution proposée s'applique au cas extrêmes, lorsqu'il n'est pas possible de s'arranger autrement.

Le Président du Conseil général remercie la Municipalité pour son travail, tout en confirmant que le Conseil prend acte de la réponse et que le bureau la transmettra à Mme Levrat.

H) Communications de la Municipalité

Madame Patricia Crescini informe l'assemblée des points suivants :

- Passage du Père Noël : Samedi, 14.12.2024 à 9h30
- Noël à l'église : Jeudi, 19.12.2024, avec le cœur mixte et le cœur des enfants
- Déchetterie : ouverture exceptionnelle de 9h00 à 12h00 le 28.12.2024 ; apéritif dès 11h45
- Apéritif du Nouvel An : 01.01.2025 dès 11h00 à la salle du Conseil
- Brûlée des sapins : 10.01.2025 dès 18h00 au stand de tir d'Essertines
- Présentation publique du projet de fusion : 26.02.2024 à St-Oyens



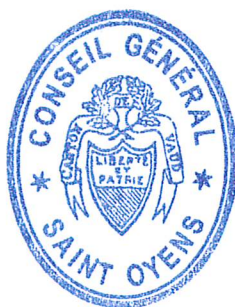
I) Questions et propositions individuelles

- Le Président du Conseil annonce les dates des prochaines séances du Conseil général :
 - Séance extraordinaire le 12.03.2025 à 19h30 (Règlement de police et Sortie de l'AJEMA)
 - Séance ordinaire le 11.06.2025 à 19h30 (Comptes 2024 et Arrêté d'imposition 2026)
 - Séance extraordinaire le 19.06.19h30 (Convention de fusion)
- Mme Isabelle Liard informe l'assemblée que l'association Cov'Anime organise une soirée « Fenêtres de l'Avent » ce vendredi, 13.12.24 de 18h à 20h30 devant la Maison Communale. Le but est que les villageois se rencontrent.

Le Président du Conseil général remercie le bureau du Conseil pour son travail, souhaite une bonne soirée et de bonnes fêtes aux conseillers, puis clôt la séance à 20h02.

Le Président

Ives Crottaz



La Secrétaire

Barbara Liardet



Au Conseil Général de Saint-Oyens - séance du 11.12.2024

Débarras des objets lourds et volumineux - Motion de Mme Levrat Sylviane

Cette motion a été adressée à la Municipalité, selon les articles 53 et 54b du règlement du Conseil Général de Saint-Oyens.

La demande de Mme Levrat porte sur le débarras des objets lourds sur le territoire de la commune.

En préambule, nous rappelons ci-après quelques principes fondamentaux liés au financement de la gestion des déchets, repris dans notre Règlement communal sur la gestion des déchets (25.04.2018) et dans la Loi sur la Protection de l'Environnement (LPE) :

- Le détenteur des déchets assume le coût de leur élimination (LPE – Art.32 et RC -Art.11). C'est au détenteur des déchets qu'il appartient de prendre en charge le coût de leur élimination et non, par exemple, au contribuable.
- L'Art. 6 du RC prévoit que les déchets encombrants soient déposés dans le point de collecte par les détenteurs
- La Municipalité a fixé à 50 CHF une taxe spéciale pour l'enlèvement exceptionnel des certains déchets encombrants, selon l'Art.12 du RC, 3.Taxes spéciales.

Ce dernier point offre donc une possibilité d'assistance pour des personnes qui ne possèdent pas de moyen de locomotion pour emmener des déchets encombrants à la déchetterie.

Par ailleurs, l'article 32a LPE exige que l'élimination des déchets urbains soit entièrement et exactement financée au moyen de taxes causales et exclut un financement par l'impôt.

Or à l'analyse du compte 45 « Ordures ménagères et déchets » (comptes 2023), on constate que ce n'est pas le cas pour notre commune, car ce compte présente un excédent de charges de 8'556.53 CHF.

La mise en place d'une infrastructure de « débarras des objets lourds et volumineux » aurait pour conséquence une augmentation des coûts, par la mobilisation de personnel supplémentaire ou encore de moyens de transports adaptés.

Or, notre commune ne peut pas prendre en charge de coûts supplémentaires liés à l'élimination des déchets.

En conséquence et au vu de ce qui précède, la Municipalité est défavorable à la motion présentée et recommande au Conseil Général de ne pas soutenir cette motion.

Au nom de la Municipalité

La Syndique

Catherine Lehmann



La Secrétaire

Christine Parmelin